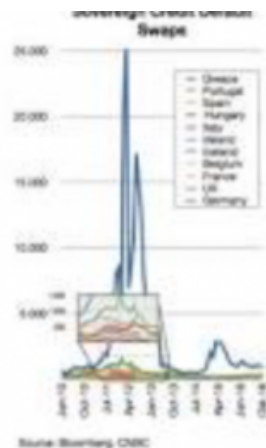


Reuters : Macron espère que le débat pourra apaiser les troubles français. Louis XVI aussi...

écrit par poum | 15 janvier 2019

Credit default swap



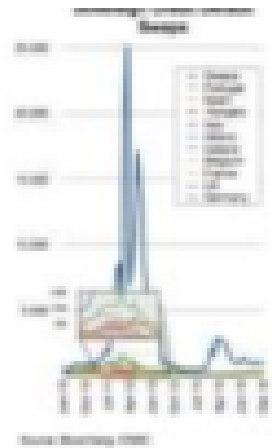
Les couvertures de défaillance ou dérivés sur événement de crédit ou permutations de l'impayé, plus connus sous leur nom et abréviation anglais credit default swaps, sont des contrats de protection financière entre acheteurs et vendeurs, qui furent développés à partir de 1994 au sein de la banque JP Morgan. [Wikipédia](#)

Commentaire de la chef stratéguiste de la banque JP Morgan, lisez bien: » I am more worried now about the « yellow vest » protests in France (than Italy) », Karen Ward, chief market strategist for EMEA at JP Morgan Asset Management, told an media briefing ».

Traduction : *Je suis à présent bien plus inquiète à propos des manifestations des Gilets Jaunes (que de celles en Italie).*

Si les banquiers étrangers commencent à « baliser », cela veut dire que le prix des CDS sur les Bons du Trésor de la France vont augmenter très très vite, en fait au fur et à mesure des manifestations des Gilets Jaunes.

Credit default swap



Les couvertures de défaillance ou dérivés sur événement de crédit ou permutations de l'impayé, plus connus sous leur nom et abréviation anglais credit default swaps, sont des contrats de protection financière entre acheteurs et vendeurs, qui furent développés à partir de 1994 au sein de la banque JP Morgan. [Wikipédia](#)

https://fr.wikipedia.org/wiki/Credit_default_swap

Comment Macron et son équipe ont-ils pu être aussi bêtes pour imposer un « Cahier de Doléances », imitant en cela... Louis XVI...

Réponse: parce qu'au cabinet de Macron ils sont, bien que diplômés de l'ENA, tous totalement incultes en termes d'Histoire de France

Traduction google

PARIS / FLAGY, France (Reuters) – En 1789, Louis XVI convoqua l'aristocratie, le clergé et les citoyens français pour qu'ils discutent des moyens de brouiller les finances mornes de la couronne et de calmer le mécontentement populaire suscité par une société féodale sclérosée.

Cela a marqué le début de la Révolution française. Quelques mois plus tard, il était impuissant et, quatre ans plus tard,

décapité par une guillotine.

Deux siècles plus tard, le président Emmanuel Macron, souvent critiqué pour son attitude monarchique, appelle également un débat national à adoucir les manifestants «au gilet jaune», dont le soulèvement qui a duré neuf semaines a mis le feu à Paris et a secoué son administration.

Il lancera le 15 janvier une initiative de «grand débat» d'une durée de trois mois. Comme pendant le règne du roi infortuné, les Français écrivent déjà des plaintes dans des «cahiers de doléances» ouverts par les maires de 5 000 communes.

Le débat portera sur quatre thèmes: impôts, énergie verte, réforme institutionnelle et citoyenneté. Les discussions se dérouleront sur Internet et dans les mairies. Mais les responsables ont déjà déclaré que changer le cours des réformes de Macron visant à libéraliser l'économie serait impossible.

Les débats ne sont pas une occasion pour les gens de se libérer de leurs frustrations, et nous ne remettons pas en question ce que nous avons fait au cours des 18 derniers mois « , a déclaré à BFM TV, porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux. « *Nous ne rejouons pas les élections.*»

En limitant les termes, Macron risque de commettre la même erreur que celle condamnant la monarchie, a déclaré l'historien Stéphane Sirost de l'Université de Cergy-Pontoise au journal Le Parisien.

« Emmanuel Macron est comme Louis XVI qui ... reçoit les cahiers de doléances mais ne comprend rien d'eux. »

POUSSIÈRE DANS LE VENT

À Flagy, à 100 kilomètres au sud de Paris, le maire du village a reçu des doléances écrites émanant de «gilets jaunes» locaux, tels qu'Agosthino Bareto. Le propriétaire de garage

âgé de 65 ans est convaincu que le gouvernement organisera le débat à sa guise.

« Tout ce que nous avons dit est comme de la poussière projetée au vent », a déclaré Bareto. « Nous ne sommes pas écoutés. »

Le maire de Flagy, Jacques Drouhin, est sensible à de telles frustrations. Il dit qu'il refusera de tenir un débat en séance plénière tant que Macron prévoit de poursuivre les réformes malgré tout.

«Ce n'est pas ce que nos citoyens demandent», a déclaré Drouhin. « C'est assez. Il incombe maintenant à nos dirigeants d'écouter ce qui a été dit dans les cahiers de réclamation. »

Une faible participation minerait l'exercice. Un sondage d'opinion réalisé par Elabe mercredi a révélé que 40% seulement des citoyens avaient l'intention de participer au débat.

La France se prépare à plus de manifestations de rue et d'éventuelles émeutes lors du coup d'envoi des soldes d'hiver ce samedi. Cependant, même si les manifestations continuent à gronder, il reste à déterminer si les «gilets jaunes» vont devenir une force politique ou disparaître, annulés par leurs propres différences internes.

Luigi di Maio, leader du mouvement italien anti-établissement, a publiquement soutenu cette semaine les manifestants français en offrant à son parti la plate-forme Internet pour la démocratie directe – connue sous le nom de « Rousseau », d'après un éminent penseur des Français Les «gilets jaunes» définissent un programme.

While leaderless, the “yellow vests” mirror movements like Spain’s Indignados and Italy’s 5-Star, which have sought to upend Europe’s traditional political system.

Sans chefs de file, les « gilets jaunes » sont le reflet de mouvements comme les Indignés espagnols et le 5 étoiles italien, qui cherchent à renverser le système politique traditionnel de l'Europe.

« Je suis plus inquiet maintenant à propos des manifestations contre le » gilet jaune « en France (qu'en Italie) », a déclaré Karen Ward, stratège en chef des marchés pour la région EMEA de JP Morgan Asset Management, lors d'un point de presse.

RÉFÉRENDUM?

Les «gilets jaunes» prennent leur nom des gilets haute visibilité qu'ils portent aux barricades et dans la rue. Leur rage provient d'une compression des revenus des ménages et de la conviction que Macron, un ancien banquier d'affaires considéré comme proche des grandes entreprises, est indifférent à leurs difficultés.

Macron aura à cœur la forte baisse de l'appui du public aux manifestants au cours du mois écoulé. Il promet d'utiliser les débats pour canaliser leur colère et façonner une nouvelle politique via une démocratie plus participative.

Les «gilets jaunes» réclament le droit de convoquer des référendums par le biais de pétitions de masse. Les hauts ministres n'ont pas rejeté cette idée – le Premier ministre Edouard Philippe a qualifié les référendums à l'initiative des citoyens de « outils utiles dans une démocratie » – mais a précisé que leur utilisation devrait être limitée.

Il est plus probable que le parti au pouvoir et le gouvernement préconisent que le débat national soit suivi d'un référendum comportant plusieurs questions, plutôt que d'un vote levé ou baissé.

«Le gouvernement est conscient des risques de faire de chaque vote un vote sur Macron et non sur les problèmes», a déclaré

Antonio Barroso, directeur adjoint de la société de conseil en recherche chez risque Teneo. « Donc, vous résolvez cela en posant plusieurs questions. »

Our Standards:[The Thomson Reuters Trust Principles.](#)

<https://www.reuters.com/article/us-france-protests-debate-idUSKCN1P51H1>